

Nombre de Membres en exercice :	21
Nombre de Membres présents :	11
Nombre de suffrages exprimés :	12
Votes Pour :	12
Votes Contre :	00
Vote blanc ou nul :	00
Abstention :	00

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL SYNDICAL

N° CS-2022-41

Séance du 27 septembre 2022

L'an deux mille-vingt-deux, le vingt-sept septembre à dix-huit heures, se sont réunis dans la salle de réunion du SIEGA les membres du Conseil Syndical du SIAGA, sous la présidence de Jean-Louis Reynaud, Président en exercice, dûment convoqués le vingt septembre deux mille-vingt-deux.

Monsieur DUFOUR Williams a été désigné secrétaire de séance.

Nom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
Monsieur Freddy REY	X				Madame Dominique COMBAZ			X	
Madame Nadine REUX		X			Monsieur Alain PERROT			X	
Monsieur Roland BESSON	X				Monsieur Bertrand PUGNOT	X			
Monsieur Daniel BATON	X				Madame Evelyne LABRUDE		X		
Madame Marie-Christine FRACHON		X			Monsieur Pierre FAYARD	X			
Monsieur Fabien GALLICE	X				Monsieur Roger JOURNET	X			
Monsieur Éric PHILIPPE	X				Monsieur Marc GAUTIER			X	
Monsieur Jean-Louis REYNAUD	X				Monsieur Robert EYRAUD	X			
Monsieur Patrick ROULAND			X	JL Reynaud	Monsieur Stéphane GUSMEROLI			X	
Monsieur Raymond VAGNON		X			Monsieur Mathias LAVOLE				
					Monsieur Williams DUFOUR	X			

**Objet : Convention mise à disposition ouvrages de protection contre les inondations digue de la Broue et convention de gestion d'ouvrages avec les propriétaires riverains**

**Vu** les articles R 562-12 et suivants du code de l'environnement, mentionnant que les systèmes d'endiguements sont définis par l'autorité gémapienne,

**Vu** l'article R 181-13 du code de l'environnement, mentionnant que la demande d'autorisation environnementale comprend l'élément suivant : « Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit » et l'article D181-15-1, 4° mentionnant que le dossier est complété par « lorsque le pétitionnaire n'est pas le propriétaire de ces ouvrages, les justificatifs démontrant qu'il en a la disposition ou a engagé les démarches à cette fin »

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L5211-5III, L.1321-1 et suivants) disposant que tout transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de la compétence,

**Vu** l'article L566-12-1 du code de l'environnement mentionnant qu'en cas de superposition d'affectation, « une convention précise les modalités de la mise à disposition »,

**Vu** les statuts du SIAGA mentionnant l'exercice par le SIAGA de la compétence GEMAPI,

**Vu** la délibération N° CS-2022-22 validant une première sélection de systèmes d'endiguements pouvant faire l'objet d'une étude de dangers et d'une procédure de demande d'autorisation

**Considérant** le fait qu'aucun procès-verbal de mise à disposition d'ouvrage de protection contre les inondations (entre des communes et leur EPCI de rattachement puis avec le Syndicat) n'a été réalisé,

**Considérant** que sur les parcelles privées de l'ouvrage, une convention de gestion à l'amiable avec les propriétaires permet de justifier de la maîtrise foncière et la validation en bureau du 11 mai 2022 de cette stratégie foncière sur les systèmes d'endiguements,

**Après** avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré, le conseil :

**Autorise** le Président à signer toutes les conventions de mises à disposition d'ouvrages et/ou de superposition d'affectation d'ouvrage entre les communes, leur EPCI, et le SIAGA pour le système d'endiguement de la Broue.

**Autorise** le Président à signer toutes les conventions relatives à l'entretien, la surveillance et à la gestion du système d'endiguement de la Broue sur des terrains privés.

Fait et délibéré en séance

Le 27/09/2022

**Le Président**

**Jean-Louis Reynaud**

Publiée le : 30/09/2022

Transmise au Représentant de l'État le : 30/09/2022

M. le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

